

Menaces à la paix internationale en Amérique latine

H. P. Klepak

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700691ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700691ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Klepak, H. P. (1976). Menaces à la paix internationale en Amérique latine. *Études internationales*, 7(3), 393–410. <https://doi.org/10.7202/700691ar>

MENACES À LA PAIX INTERNATIONALE EN AMÉRIQUE LATINE *

H. P. KLEPAK **

INTRODUCTION

L'objet de cette étude est d'examiner les menaces qui existent, ou existeront probablement dans quelques années, à l'égard de la paix dans la région latino-américaine. Nous pensons que les menaces réelles qui pèsent sur la paix dans cette partie du monde sont beaucoup plus étendues qu'elles ne l'ont été depuis de nombreuses années, et que les effets des éventuels conflits seraient probablement infiniment plus graves qu'ils ne l'ont été dans le passé depuis la fin de l'ère des « caudillos ». Nous nous proposons d'expliquer cet état de fait en analysant sur le plan stratégique à la fois l'étendue des menaces qui pèsent sur cette région et l'augmentation des moyens de faire la guerre qu'ont acquis la plupart des pays latino-américains.

En comparaison avec d'autres régions du monde, l'Amérique latine semble avoir bénéficié de périodes de paix internationale extraordinairement longues. En outre, les conflits internationaux qu'elle a connus ont été de caractère très limité en raison de facteurs que nous examinerons plus loin. Une moyenne d'environ un tiers d'un pour cent (0,03 $\frac{1}{3}$ %) de l'ensemble de la population d'Amérique latine fait partie des forces armées. À titre de comparaison, cette moyenne s'élève à 1% dans les pays d'Europe occidentale, à 1,2% dans les pays du Pacte de Varsovie et à juste un peu plus de 1% aux États-Unis. En fait, le pourcentage de la population faisant partie des forces armées en Amérique latine est remarquablement proche de celui qui s'applique au Canada, pays où comme chacun sait, les effectifs militaires de temps de paix ne revêtent pas une importance numérique marquée.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, le budget de la défense n'est pas non plus susceptible de provoquer l'étonnement du reste du monde. Par rapport à l'ensemble du budget, les prévisions dans ce domaine sont peu importantes, surtout si l'on tient compte de l'accent mis sur le facteur sécurité interne. Cependant, en dépit de cette tendance historique à ne porter qu'une

* Cet article s'inspire de la communication de l'auteur à l'Assemblée annuelle de l'Association canadienne des études latino-américaines de mai 1976.

** L'auteur est professeur au Collège militaire royal de St-Jean, Qué.

attention limitée à la défense extérieure, nous estimons que la situation actuelle et les prévisions d'avenir sont loin d'être aussi rassurantes.

À notre sens, trois facteurs ont historiquement contribué à minimiser les menaces de guerre en Amérique latine. En premier lieu, il convient de noter la capacité limitée, due principalement à des raisons d'ordre technique, de mener une guerre étendue ou de longue durée. Le deuxième facteur à considérer est celui des restrictions imposées (particulièrement depuis la Deuxième Guerre mondiale) par la puissance qui est le principal fournisseur d'armes, touchant l'obtention de matériel de guerre et la politique militaire. Enfin, relevons le sentiment général transcrit dans de nombreux traités, que les différends entre les pays de cette région doivent être réglés par des moyens pacifiques. À l'heure actuelle, le dernier de ces trois facteurs subsiste plus ou moins dans la plupart des pays de cette région. Cependant, les deux premiers ont subi de profondes modifications au cours des dernières années. Ces modifications pourraient bien être de mauvaise augure pour la paix internationale en Amérique latine.

I - SITUATION AU POINT DE VUE STRATÉGIQUE

Sur le plan des relations internationales, l'Amérique latine est un sous-système du système mondial, caractérisé par le peu d'étendue, comparativement, des conflits régionaux de même que par le faible degré relatif des luttes d'influence des grandes puissances. Ces circonstances régionales favorables, au point de vue politique internationale, ont connu peu de secousses graves depuis la Deuxième Guerre mondiale, bien qu'il existe des tensions entre de nombreux pays dans cette partie du monde.

La plus connue de ces tensions entre États est peut-être celle qui existe entre le Brésil et l'Argentine. L'Argentine qui, pendant longtemps, s'était considérée comme le chef tout désigné de l'Amérique du Sud, a été dépossédée de ce rôle par le Brésil depuis la Deuxième Guerre mondiale, comme en témoignent la plupart des principaux critères utilisés pour évaluer la puissance. Le tableau I montre clairement la supériorité dont jouit actuellement le Brésil en ce qui concerne les forces armées. Si l'on se souvient qu'en 1955 les forces armées de l'Argentine comptaient 131 500 hommes et celles du Brésil 107 200, et que les premières étaient généralement considérées comme supérieures aux secondes du point de vue de la qualité et du matériel (en dépit de l'aide massive fournie par les États-Unis au Brésil au cours de la guerre 1941-1945), les différences en qualité et en quantité en 1975 sont particulièrement frappantes. Jusqu'à ces dernières années, la valeur des troupes brésiliennes avait toujours été considérée comme inférieure à celle, comparativement élevée, des troupes argentines.

Cet écart dans le domaine de la puissance militaire pourrait un jour amener l'Argentine à considérer l'acquisition d'armes nucléaires comme le seul moyen

TABLEAU I

*Comparaison numérique des forces armées de l'Argentine et du Brésil, 1975 **

	<i>Argentine</i>	<i>Brésil</i>
Effectif de l'armée	83 500	170 000
Effectif de la marine	33 000	49 500
Effectif de l'aviation	17 000	35 000
Effectif total	133 500	245 500
Chars	240	350
Avions de combat	132	160
Avions de transport	107	180
Grandes unités navales	24	32
Petites unités navales	49	35

* Données extraites de *The Military Balance 1974-75*, International Institute for Strategic Studies, Londres, 1974.

de rétablir l'équilibre des forces¹. Dans ce sens, les risques latents de conflit existant traditionnellement entre ces deux pays pourraient être lourds de dangers.

Une deuxième série de problèmes touchant, mais à un moindre degré, les deux géants de la région est celle constituée par les questions de frontières, difficultés héritées de l'ère coloniale ou engendrées par des conflits d'origine plus récente. La plupart des pays d'Amérique latine ont des problèmes de cette nature. Le cas le plus connu parmi ces difficultés est celui légué par la guerre du Pacifique et, en particulier, la question épineuse d'un accès à l'océan Pacifique pour la Bolivie. Malgré leur adhésion commune au Pacte andin, les trois pays qui ont pris part à cette guerre, c'est-à-dire le Pérou, la Bolivie et, le vainqueur, le Chili, ont connu des difficultés croissantes plutôt que décroissantes, au sujet de ces questions. Malgré la série de visites dans les trois capitales des chefs de gouvernement, chefs d'état-major et ministres des Affaires étrangères, et la conclusion de l'accord extraordinaire d'octobre 1975, permettant la surveillance mutuelle de certaines parties du territoire de chacun des pays en vue de diminuer le risque d'une attaque par surprise, le Pérou et le Chili, en particulier, continuent chacun de craindre les intentions de l'autre².

1. Juan E. GUGLIAMELLI, « Y si Brasil fabrica la bomba atómica ? », *Estrategia*, nos 34-35, mai-août 1975, pp. 5-21.

2. « Peru and Chile : Military Meeting », *Latin America*, vol. IX, n° 42, 24 octobre 1975.

Cette situation ne nous surprend pas. Depuis 1969, notamment, le Pérou s'arme d'une façon extrêmement importante. Un défilé militaire qui s'est déroulé à Lima, au milieu de l'année 1975, comprenait les engins suivants, acquis récemment, et dont le type n'est certainement pas susceptible de diminuer les craintes chiliennes :

- véhicules blindés de transport de troupes M113 (acquis en Argentine)
- canons sans recul de 105 mm (acquis en Argentine)
- véhicules tout terrain « Unimog » (construits au Pérou)
- missiles antichars « Cobra » (Allemagne de l'Ouest)
- canons de 105 mm (France)
- canons de 130 mm M-54 (URSS)
- chars moyens T-55 (URSS)
- chars légers AMX-13 (France)
- véhicules blindés de transport de troupe UR 416 (Allemagne de l'Ouest)
- mortiers de 120 mm (France)
- autos blindées « Commando »
- hélicoptères armés de missiles français AS11
- matériel mobile de construction de ponts (URSS) ³.

Bien que le Chili se soit efforcé d'égaliser cet accroissement de moyens militaires, ses ressources financières limitées ne lui ont pas vraiment permis d'y parvenir efficacement. Ses troupes blindées sont équipées de chars, pour la plupart de type ancien, et ses forces terrestres n'ont, comme seule perspective reconfortante, que l'arrivée d'autos blindées et de mortiers, actuellement en commande. Bien que les dépenses militaires du Pérou dépassent à peine celles du Chili (en 1975, elles se sont élevées respectivement, en dollars É.-U., à 226 millions et à 213 millions), il ne fait pas de doute que, ces derniers temps, le Pérou dispose d'un armement bien plus puissant que celui du Chili.

Le Chili, qui a toujours été moins peuplé que son voisin du nord, a compté sur la qualité et l'importance relative de ses forces pour s'assurer contre une attaque par n'importe lequel de ses voisins, chacun de ces derniers estimant plus ou moins avoir un vieux compte à régler. Il a compté, en particulier, sur sa marine pour assurer la défense de l'indépendance nationale et du territoire contre toute attaque extérieure imaginable. Mais, même dans ce domaine, le Chili n'a plus la supériorité.

Alors que le Chili a augmenté son avance quant aux effectifs, par rapport au Pérou, le Pérou a supplanté le Chili au point de vue de la qualité de l'armement. Le tableau II donne l'ensemble de la situation militaire actuelle.

3. « New Peruvian Military Equipment », *International Defense Review*, vol. VIII, n° 5, octobre 1975.

TABLEAU II

*Données comparatives pour 1970 et 1975 concernant les forces armées du Pérou et du Chili **

	1970		1975	
	<i>Pérou</i>	<i>Chili</i>	<i>Pérou</i>	<i>Chili</i>
Effectif de l'armée	35 500	38 000	39 000	40 000
Effectif de la marine	10 150	15 000	8 000	21 800
Effectif de l'aviation	9 000	8 000	9 000	12 000
Effectif total	54 650	61 000	56 000	73 800
Chars	160	—	360	146
Avions de combat	129	54	94	32
Avions de transport	65	90	79	58
Grandes unités navales	11	11	16	18
Petites unités navales	19	4	35	16

* *Données* : International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1970-1971*, *The Military Balance 1975-1976*.

La nécessité pour le Chili de déployer une très grande partie de ses forces à des fins de sécurité intérieure constitue une difficulté supplémentaire. Le matériel léger qu'exigent ces tâches ne peut se comparer au matériel lourd du Pérou. Comme le montre le tableau II, bien que les effectifs des forces péruviennes soient inférieurs à ceux des forces chiliennes, l'armée et l'aviation du Pérou sont mieux équipées, de même que sa marine, encore que, dans ce dernier cas, sa supériorité se fonde uniquement sur la modernité, par rapport à la situation de 1970.

Des questions territoriales, dans le sens le plus étendu, constituent également des sources de conflit potentiel. Le problème de la frontière entre le Pérou et l'Équateur s'avère particulièrement difficile à résoudre ; il a pratiquement provoqué une guerre « totale » en 1941, et depuis lors a empoisonné l'atmosphère de plusieurs conférences diplomatiques. Les différends existant au sujet des frontières, entre le Venezuela et la Guyane, et entre le Salvador et le Honduras, ont entraîné, au cours des dix dernières années, des combats ouverts. La contestation qui oppose le Guatemala et le Belize provoque régulièrement des déploiements de forces armées par le Guatemala ou la Grande-Bretagne. Et le Guatemala n'a pas renoncé à l'usage éventuel de la force pour annexer le Belize.

De plus, des querelles de même nature enveniment périodiquement les relations entre la Colombie et le Venezuela, entre l'Argentine et le Chili, entre le Paraguay et la Bolivie, entre tous les pays d'Amérique centrale, entre le

Mexique et le Guatemala, entre Haïti et la République dominicaine, et entre le Brésil et pratiquement tous ses voisins. Ces problèmes ne trouvent que difficilement une solution, et tous constituent un risque latent plus ou moins élevé de conflit entre États.

D'autres tensions ont pour origine la remise en question de la hiérarchie de puissance établie au cours du premier siècle de l'indépendance de l'Amérique latine entre pays rivaux ou d'importance quasi égale. Nous avons fait mention de l'équilibre des forces entre l'Argentine et le Brésil, pays placés au sommet de cette hiérarchie. Cette situation constituait l'élément principal de la scène politique internationale de cette partie du monde. À un échelon inférieur, cependant, une situation de quasi-égalité existait entre le Pérou et le Chili et était tacitement acceptée. Enfin, à un échelon encore inférieur, le Venezuela et la Colombie avaient accepté, en fait, l'état d'équilibre de leurs forces.

Cette série de situations de quasi-égalité de puissance, sur le plan local, contribuait pour beaucoup au maintien de la paix régionale. La certitude, pour un pays, que le fait d'augmenter ses forces entraînerait son rival à faire de même et mènerait à une course aux armements, décourageait les régimes de se lancer dans ces aventures coûteuses. L'existence en Amérique latine à l'heure actuelle de courses aux armements et même de pays distançant complètement leurs rivaux traditionnels, nous amènera à décrire les principaux facteurs d'instabilité qui nous paraissent augmenter le risque de conflits armés. L'équilibre traditionnel maintenu entre les rivaux disposant de moyens sensiblement égaux a déjà été rompu par la montée du Brésil, en comparaison de l'Argentine, et par celle du Venezuela, en comparaison de la Colombie, et est en train d'être rompu par la montée du Pérou, en comparaison du Chili. Nous avons déjà parlé du premier et du troisième cas. Le Venezuela a également distancé son rival, la Colombie, grâce à la force énorme retirée de sa stabilité intérieure et de ses richesses pétrolières. Ses forces armées, traditionnellement handicapées par l'infériorité démographique relative du pays, sont actuellement beaucoup plus puissantes que celles de la Colombie. Le tableau III décrit la situation actuelle.

II – FACTEURS D'INSTABILITÉ

Dans le cadre de cette situation stratégique, les trois éléments modérateurs dont nous avons parlé dans l'introduction ont permis, dans une large mesure, de limiter les conflits dans cette région. Deux facteurs d'instabilité importants ont contribué, ou contribuent, à diminuer l'influence d'au moins deux de ces trois éléments modérateurs, et même à modifier également la situation stratégique, relativement paisible, que nous avons décrite. Nous voulons parler de la possibilité accrue qu'ont la plupart des pays latino-américains de déclarer des guerres de grande envergure et de longue durée ; et de la diminution du pouvoir des États-Unis d'Amérique d'empêcher leurs collègues de la communauté inter-américaine de mener de telles guerres.

TABLEAU III

*Données essentielles concernant la puissance du Venezuela et de la Colombie **

	<i>Venezuela</i>	<i>Colombie</i>
Population	12 130 000	24 720 000
Superficie	352 150	439 828
PNB (en millions de dollars)	\$ 19 300	\$ 13 600
Revenu par habitant	\$ 1 240	\$ 426
Budget militaire (en millions de dollars)	\$ 494	\$ 102
Effectif de l'armée	28 000	50 000
Effectif de la marine	8 000	8 000
Effectif de l'aviation	8 000	6 300
Effectif total des forces	44 000	64 300
Chars	160	Inconnu (quelques-uns mais anciens)
Avions de combat	85	16
Avions de transport	39	45
Grandes unités navales	14	13
Petites unités navales	35	29

* Sources : « National Wealth and Its Effects », *New York Times*, 28 septembre, 1975 ; International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1975-1976* ; Canada, Industrie et Commerce, Rapports économiques sur les pays, *Colombie* ; Canada, Industrie et Commerce, Rapports économiques sur les pays, *Venezuela*.

A - Augmentation du potentiel de guerre

Au cours des dernières années, plusieurs facteurs ont eu pour effet d'augmenter la capacité de nombreux pays d'Amérique latine de mener une guerre internationale dans leur région. L'un des plus importants a été l'amélioration considérable des voies de communication dans une grande partie de la région. Les forces armées peuvent non seulement être mobilisées et concentrées beaucoup plus facilement et rapidement que par le passé, grâce à des voies routières améliorées, mais également être amenées à l'avant, dans la zone des combats éventuels. Bien que les conditions géographiques latino-américaines comptent encore des difficultés quasi insurmontables, les voies de communication modernes ont rendu beaucoup plus facile, dans de nombreux cas,

l'établissement de plans d'opérations. Dans le passé, il était souvent extrêmement malaisé simplement d'arriver jusqu'à l'ennemi. Cela rendait difficile le déclenchement d'opérations militaires efficaces, et encore plus leur poursuite. L'importance des moyens logistiques requis pour une guerre de grande envergure et de longue durée suffisait à épuiser, ou à décourager, le pays même le plus belliqueux.

L'amélioration de la qualité professionnelle des forces armées, tendance qui dans de nombreux cas existe depuis les années 1880, s'est traduite par la formation des forces mieux entraînées, beaucoup mieux au courant des besoins et de la gestion de grandes formations en campagne, et beaucoup plus aptes à prendre les mesures et à assurer l'administration nécessaires pour des opérations difficiles et de longue durée. De plus, de tels cadres sont moins susceptibles que leurs prédécesseurs de se chamailler pour les questions de commandement et de personnalité, nuisibles aux entreprises et à la cohésion des armées. Dans le passé, les forces militaires d'Amérique latine ressemblaient assez bien à des bandes armées. Des jalousies mesquines, l'incompétence et le manque de formation à tous les niveaux rendaient difficile, sinon impossible, l'exécution d'opérations coordonnées ayant un objectif clairement défini et une longue durée. Si la dimension professionnelle se rapprochant du type européen fait encore défaut dans quelques armées de la région, on relève néanmoins de larges progrès, par rapport aux périodes historiques précédentes.

Les grands progrès réalisés dans le domaine de la standardisation des armements constituent un autre facteur important pour déclencher et poursuivre plus facilement des guerres. Cela réduit les problèmes d'instruction et de logistique qui, autrefois, étaient souvent insurmontables. Les questions de munitions et de réapprovisionnement s'en trouvent grandement simplifiées. Le commandement et le contrôle en bénéficient. Le sentiment général d'un corps bien organisé tellement essentiel pour le moral des troupes en opérations est consolidé. L'inventaire des armements comprend bien encore de très nombreux types mais, désormais, il s'agit dans presque toutes les grandes forces armées de la région de perfectionnement des armements et non de multiplicité d'armements utilisés par différentes personnes pour exécuter la même tâche. Dans plusieurs forces armées, cependant, cet objectif n'a été atteint que tout récemment, ou demeure encore à atteindre comme dans le cas des pays les plus petits ou les plus pauvres.

Il convient de noter la réalisation de grands progrès en matière de standardisation des armements et également dans le domaine de la qualité des armes. Jusqu'à ces dernières années les armées latino-américaines utilisaient presque uniquement non pas des armements perfectionnés mais du matériel d'occasion cédé à bon marché (ou même gratuitement) par d'autres pays. Les forces latino-américaines, surtout celles des pays les plus riches, possèdent actuellement et en nombre croissant des armements lourds classiques de tous types, neufs, achetés directement aux principaux pays fournisseurs d'armes, ou, au pire, possèdent du matériel récent obtenu de pays coopératifs.

Un changement exceptionnellement important survenu au cours des dix dernières années, en ce qui concerne l'augmentation du potentiel de guerre des pays, a été celui constitué par l'accroissement des programmes de fabrication locale d'armes et de matériel militaire, souvent du type le plus moderne. Le Brésil et l'Argentine ont l'un et l'autre mis en chantier des projets de recherche et de développement avancés, portant sur divers armements modernes, et réalisent actuellement sur une grande échelle, souvent en collaboration avec des sociétés ou des gouvernements européens, des programmes de construction d'armes et de matériels. Ces deux pays ont même exporté des articles militaires dans d'autres pays latino-américains. La possibilité pour eux d'arriver à s'affranchir de plus en plus de la nécessité historique d'importer tous les armements et matériels, dès qu'il s'agit d'articles perfectionnés, semble être très réelle. C'est là l'objectif poursuivi par le Brésil et l'Argentine, mais presque tous les autres pays d'Amérique du Sud, y compris même la Bolivie, accomplissent également des efforts dans ce sens.

Grâce à l'achat et à la fabrication de ces armes perfectionnées, de plus en plus de militaires ont appris leurs caractéristiques et leur maniement. Depuis les années 1890, au moins, les pays latino-américains les plus riches ont été portés à inclure du matériel perfectionné dans leur arsenal, afin de calmer les chefs militaires et d'augmenter le prestige national. Cependant, la différence entre les tendances actuelles et ces pratiques plus traditionnelles c'est qu'à présent, bien plus de militaires ont appris à utiliser ces armes, et qu'elles existent dans les forces en bien plus grandes quantités. Pour illustrer le degré de connaissances qu'ont les forces latino-américaines des types de matériel moderne de construction récente, il nous suffira de présenter la liste (tableau IV) des types de missiles qui sont actuellement en service dans cette région.

Comme nous l'avons déjà dit, les problèmes logistiques sont beaucoup moins nombreux, relativement, que par le passé, grâce à la standardisation des armements, à l'amélioration des voies de communication et au caractère professionnel des forces. Ils sont également moins nombreux à la suite de l'augmentation réelle de la capacité de soutien logistique acquise par la plupart des forces armées de la région. La nécessité de fournir des véhicules aux unités combattantes de l'armée a été reconnue plus volontiers que par le passé. Un pourcentage important des budgets de défense a été consacré, en songeant également aux besoins des programmes civils, aux nécessités logistiques. Cela est frappant en ce qui concerne les armées de terre, mais l'est encore plus pour ce qui regarde les armées de l'air. Dans le passé, le matériel des armées de l'air était choisi en fonction de l'élément « prestige » avant tout, ce qui se traduisait par des dépenses importantes consacrées à l'achat d'appareils spectaculaires tels que des chasseurs et par un intérêt très limité accordé aux besoins opérationnels à long terme, c'est-à-dire aux avions de transport. Le tableau V permet de juger l'importance que l'on accorde à présent dans les forces aériennes latino-américaines au rôle des avions de transport.

L'étude de la stratégie dont, pendant longtemps, les militaires avaient fait peu de cas, est maintenant une condition d'accessibilité aux grades d'officiers

TABLEAU IV

*Systèmes de missiles actuellement en service en Amérique latine **

<i>Missiles</i>	<i>Provenance</i>	<i>Pays</i>
FROG 1-7 (tactique ballistique)	URSS	Cuba (30-40 lanceurs)
Aérospatiale AS 30 air/sol	France	Pérou
Aérospatiale anti-navire M.M. 38	France	Argentine Brésil Équateur
Oto Melara/Matra Otonat anti-navire	Italie	Pérou Venezuela
SS-N-2 Styx anti-navire	URSS	Cuba
SSC-2b Samlet anti-navire	URSS	Cuba
Ikara anti-sous-marin	Australie	Brésil
Euromissile Roland sol/air	-	Brésil
Hawker Siddeley Sea Dart navire/air	Royaume-Uni	Argentine (2 destroyers type 42)
Short Seacat navire/air	Royaume-Uni	Argentine (un cuirassé) Brésil (7 destroyers) Chili (2 destroyers, 2 escorteurs rapides) Venezuela (un destroyer)
Short Tigercat sol/air	Royaume-Uni	Argentine (10 lanceurs- Marines)
SA-2 Guideline sol/air	URSS	Cuba (144 lanceurs)
Matra R.530 air/air	France	Argentine Brésil Colombie Venezuela
AA-2 K-13-A Atoll air/air	URSS	Cuba
Aérospatiale AS.11/SS.11 anti-char ou anti-navire	France	Argentine (marine) Brésil (marine) Pérou (armée) Venezuela (armée)
Aérospatiale AS.12/SS. 12/SS. 12M anti-char, anti-navire	France	Argentine (marine)
MM Bö 2000 anti-char	Allemagne de l'Ouest	Brésil Argentine

* Mark HEWISH, « World Missile Survey », *Flight International*, mai 1975.

TABLEAU V

Forces aériennes latino-américaines – Proportion du nombre d'avions de combat par rapport au nombre d'avions de transport

	<i>Avions de combat</i>	<i>% du total</i>	<i>Avions de transport</i>	<i>% du total</i>
Argentine	126	59	91	41
Bolivie	29	59	20	41
Brésil	216	55	180	45
Chili	41	31	90	69
Colombie	18	26	50	74
Cuba	215	75	70	25
République dominicaine	35	66	18	34
Équateur	15	42	21	58
Salvador	10	71	4	29
Guatemala	18	62	11	38
Haïti	–	–	5	100
Honduras	9	64	5	36
Mexique	32	39	50	61
Nicaragua	10	38	16	62
Paraguay	6	32	13	68
Pérou	85	49	87	51
Uruguay	10	32	21	68
Venezuela	129	73	47	27

supérieurs. Sous l'impulsion d'organismes tel que le « Centro de Altos Estudios Militares » du Pérou, et l'« Instituto argentino de estudios estratégicos y de las relaciones internacionales », l'intérêt suscité par les études stratégiques s'est élargi. Il s'est encore renforcé avec la publication de l'ouvrage du général Augusto Pinochet, *Géopolítica*, particulièrement à la suite de l'étude, par tous les pays de la région, de la tentative supposée du Brésil de conquérir l'hégémonie de cette partie du monde, ainsi que de l'examen de la question de la prolifération des armes nucléaires touchant la région. Davantage de dirigeants et de chefs militaires examinent à présent les affaires du point de vue de la politique et de la puissance et cela leur permet de débattre d'une façon plus convaincante la portée de politiques de défense déterminées. Cette situation ne va pas à l'encontre du maintien de la paix mais renforcerait probablement la possibilité pour un pays de poursuivre une guerre, s'il le désire, grâce à sa capacité accrue de faire comprendre la valeur et le but du conflit.

Enfin le déclenchement d'une guerre peut sans doute être facilité par l'étendue accrue de la gamme des armements, particulièrement des missiles, même si ces derniers ne sont que peu impressionnants. On sait que le Brésil

travaille à la construction de missiles sol-sol, et il est très probable que l'Argentine fait de même, ou le fera bientôt. Lorsque ces efforts se généraliseront, il peut s'avérer tentant pour certains pays de profiter d'une avance technologique momentanée, pour régler des différends en leur propre faveur.

Tous ces changements touchant les potentiels de guerre devraient permettre à la plupart des pays latino-américains de se lancer plus facilement dans des guerres ayant une chance de succès. Il ne s'ensuit pas nécessairement que ces pays vont le faire ; mais si les développements militaires que nous avons mentionnés jusqu'ici ne sont pas neutralisés par des actions politiques tendant à décourager davantage ces pays à s'engager dans cette direction, il faut s'attendre à ce que de telles guerres deviennent beaucoup plus probables.

B - Diminution du pouvoir de dissuasion des États-Unis

Nous pensons que l'influence exercée par les États-Unis sur les pays latino-américains a souvent été l'un des principaux facteurs qui ont contribué à prévenir les conflits armés. Bien qu'étant évidemment guidés par leur propre intérêt, les États-Unis ont généralement considéré qu'une guerre entre pays américains constituait un geste défavorable à leur égard. Une telle guerre était susceptible de causer des dommages à des biens leur appartenant, et même, éventuellement, de causer la mort de citoyens des États-Unis. De plus, elle nuisait au système du panaméricanisme, système qui consacre la suprématie des États-Unis dans cette partie du monde.

Les États-Unis étaient à même d'exercer leur influence restrictive de plusieurs façons. Étant depuis 1930 le principal fournisseur d'armes pour cette région, il pouvait, jusqu'à un certain point, menacer de diminuer ses envois. Ce qui comptait encore plus, c'était les accords particuliers, passés au terme des traités d'assistance mutuelle des années cinquante, qui permettaient d'obtenir relativement facilement des armes et du matériel, pour autant que ceux-ci soient achetés aux États-Unis. De telles possibilités d'achat n'existaient que rarement, dans la même mesure, avec des fournisseurs européens. De ce fait, l'approvisionnement en matériel des pays latino-américains dépendait largement, dans la plupart des cas, du bon vouloir des États-Unis. Même si les envois d'armes n'étaient pas annulés, ou diminués, une guerre prolongée était, pour la plupart des pays, inconcevable sans l'accord des États-Unis. Cela, parce que les besoins en munitions, en pièces de rechange et en approvisionnements supplémentaires exigeaient, pour une force équipée presque entièrement avec du matériel fabriqué aux États-Unis, l'accès aux ressources de ce pays.

Sur le plan diplomatique, le mécontentement des États-Unis constituait un frein puissant à peu près dans tous les cas où un pays envisageait une action militaire contre un autre pays de la région. Le « colosse du nord » était en mesure d'exercer une forte pression, de caractère politique et financier, sur n'importe quel gouvernement de cette partie du monde, et une pression énorme sur les plus petits ou les plus faibles.

Un État belliqueux pouvait s'attendre à être mis au pilori devant tous ses voisins et l'opinion publique mondiale, par l'Organisation des États américains (O.E.A.), et en vertu de plusieurs traités du système panaméricain prévoyant le règlement pacifique des différends. Ainsi, tout espoir d'obtenir un appui extérieur pour surmonter le problème de l'absence d'aide militaire des États-Unis était pratiquement condamné.

Cette capacité des États-Unis d'empêcher des pays de se lancer dans la guerre, de la manière que nous avons décrite, a diminué au cours des dernières années. Tout d'abord, leur situation de fournisseur « exclusif » d'armes et de matériel, situation anormale qui a existé momentanément au cours de la Seconde Guerre mondiale et des années qui ont suivi, n'est plus du tout actuelle. Il existe à présent d'autres sources possibles d'armes et de technologie. Il s'agit principalement des pays d'Europe occidentale, et ces pays se sont progressivement assurés un pourcentage toujours plus élevé de l'ensemble du marché latino-américain, en ce qui concerne les fournitures d'armes, depuis la période 1955. Au cours des dernières années, avec des programmes tels que le « Plan Europa » de l'Argentine, des accords mutuels sont devenus la règle, accords prévoyant l'exécution dans le pays latino-américain intéressé d'une partie toujours croissante des travaux de construction de systèmes d'armes divers.

Les tentatives des États-Unis de contrôler le perfectionnement croissant des arsenaux latino-américains ont eu un effet opposé, en ce sens que les refus des États-Unis de livrer aux gouvernements latino-américains du matériel perfectionné ont souvent tout simplement obligé ces gouvernements à s'adresser ailleurs. À présent, on peut voir sur les mers, dans les ciels et sur les territoires latino-américains, du matériel français, allemand, italien et soviétique : les fabricants européens n'avaient pas fourni un tel volume d'armes à l'Amérique latine depuis avant la Première Guerre mondiale.

En outre, l'importance de l'idée du panaméricanisme, et de son dérivé, l'Organisation des États américains, a sensiblement diminué. Au cours des dernières années, la plupart des pays sud-américains ont favorisé la création de groupes régionaux, ou plus petits, à la fois pour accentuer l'intégration économique et pour augmenter l'influence régionale. La Zone latino-américaine de libre échange, le Pacte andin, le Marché commun de l'Amérique centrale, et, de création toute récente, le « Système économique latino-américain » (S.E.L.A. – Sistema Económico Latinoamericano) traduisent tous le sentiment que l'O.E.A. n'est pas l'organisme approprié pour résoudre les problèmes urgents qui se posent actuellement. Le système du panaméricanisme, dirigé ouvertement par les États-Unis, cède la place à des organisations plus petites, régionales ou autres, qui traitent des questions moins étendues que celles qui ressortent de l'O.E.A.

La diplomatie américaine, qui s'est caractérisée, au cours des dernières années, par une politique de « présence discrète » (*low profile*), n'est sans doute

pas en mesure de contraindre des gouvernements qui désormais dépendent moins de Washington, ou qui, à tout le moins, estiment qu'ils en dépendent moins. Les objections à la prépondérance des États-Unis manifestées à de nombreuses occasions, par le Mexique, Cuba, le Venezuela, Panama, le Pérou et l'Équateur, ont montré la réapparition d'un esprit d'homogénéité régionale, au moins par rapport au passé, prenant la forme de désaccords directs avec les États-Unis. L'intervention visible de Washington dans des questions relatives à des problèmes régionaux est rarement bien accueillie.

L'effet conjugué produit par l'affaiblissement de l'O.E.A., sur laquelle se fonde le système de règlement pacifique des conflits dans le continent américain, et par la diminution de l'influence des États-Unis, ne peut que réduire la possibilité d'exercer des pressions politiques et économiques sur les gouvernements qui envisagent de déclencher un conflit armé. Cette situation est encore aggravée par la diminution relative, pour plusieurs pays latino-américains, de l'importance des clauses du traité d'assistance mutuelle, prévoyant la fourniture de matériels, ainsi que par tous les facteurs, décrits plus hauts, qui contribuent à faire évoluer les circonstances militaires. Même en ce qui concerne la lutte contre la subversion, l'importance des États-Unis a diminué depuis 1968. Alors que la lutte contre la subversion dans les campagnes exigeait l'aide des États-Unis, en matériel, et pour l'entraînement, la guérilla actuelle, qui a lieu dans les villes, ne pose presque plus les mêmes problèmes. En outre, dans la plupart des pays, le terrorisme sévissant dans les villes n'est pas une menace dont s'occupent précisément les militaires ; ce sont, principalement, les forces de police qui y font face. Durant la période de croissance des mouvements révolutionnaires dans les campagnes, les forces armées de la plupart des pays latino-américains n'étaient pas en mesure de s'armer en vue de guerres internationales. Comme nous l'avons vu, cette situation a changé.

III – ARMES NUCLÉAIRES

L'accroissement de la possibilité de guerre en Amérique latine présente un aspect qui fait frissonner : celui du danger de voir la prolifération des armes nucléaires s'étendre à cette région. Cette éventualité, considérée jadis comme très improbable, semble à présent devoir être envisagée très sérieusement. La plupart des experts soutiennent que le Brésil pourrait disposer de « la bombe » dans sept ou huit ans d'ici, et l'Argentine dans neuf ou dix ans.

Trois pays de cette région ont lancé des programmes nucléaires « pacifiques » : l'Argentine, le Brésil et le Mexique. Plusieurs autres pays mènent des projets plus modestes, encore que, dans ce domaine, le Chili s'aligne presque avec les trois principaux. Au départ, l'Argentine était en tête du peloton nucléaire, mais l'avance prise dernièrement par le Brésil, si elle demeure non contestée, assurera à ce dernier une supériorité absolue sur ce terrain. L'aide que lui fournit l'Allemagne de l'Ouest, dans ce domaine, semble devoir garantir un tel résultat.

Alors que le Mexique ne pose guère de problème à ce sujet, ni le Brésil ni l'Argentine ne sont réellement liés soit par le traité de non-prolifération de 1968 (aucun des deux pays n'a signé), soit par le traité interdisant les armes nucléaires en Amérique latine (connu sous le nom de Traité de Tlatelolco - traité que l'Argentine n'a pas signé et au sujet duquel le Brésil fait des réserves essentielles). La méfiance qu'éprouvent l'Argentine et le Brésil à l'égard l'un de l'autre réduit la possibilité de persuader ces pays de renoncer à mettre au point la fabrication d'armes nucléaires. Ni l'Agence internationale de l'énergie atomique, ni le modeste organisme (siégeant à Mexico) qui a été chargé de s'occuper du Traité de Tlatelolco, ne sont en mesure d'assurer l'une ou l'autre de ces puissances régionales que sa rivale n'est pas en train de poursuivre un programme de recherches visant à permettre la fabrication d'armes nucléaires, ou un programme qui pourrait être transformé très rapidement en entreprise similaire. Ainsi, les questions de garanties, d'inspections et de confiance réciproque sont des questions concrètes dans le contexte nucléaire latino-américain.

Si l'une de ces puissances régionales (ou les deux) devenait membre du « club nucléaire », cela produirait un effet énorme sur son rival direct surtout, mais aussi sur les pays tiers. Même en l'absence de production d'armes nucléaires, plusieurs pays pourraient estimer nécessaire de se rapprocher le plus possible d'une situation leur permettant, en cas de besoin, de fabriquer rapidement de telles armes.

Une prétention manifeste du Brésil de s'assurer l'hégémonie régionale pourrait amener les autres États à conclure que la seule parade possible est la création d'un système régional de dissuasion fondé sur la force nucléaire. On peut imaginer toutes sortes de développements en songeant à la situation que créerait la prolifération d'armes nucléaires dans cette région, mais nous pensons pour notre part que, dans l'ensemble, une telle situation est beaucoup plus susceptible de rompre l'équilibre régional que de le renforcer.

IV - SIGNES FAVORABLES

Alors que tout ce qui a été exposé ci-dessus constitue un tableau assez sombre, il existe cependant des signes plus favorables, annonciateurs de nouveaux facteurs éventuels pouvant faire hésiter les dirigeants qui envisagent de déclencher un conflit armé international. Le plus important de ces facteurs est l'intégration économique.

Le Pacte andin réunit six pays ; ceux-ci ont tous des différends à régler avec leurs voisins signataires du pacte. Il est très possible que les bénéfices procurés par ce genre d'accords économiques feront hésiter les pays participants à risquer de les perdre en se livrant à une attaque armée.

Deuxièmement, le développement même de la solidarité régionale face aux États-Unis peut entraîner l'impossibilité croissante pour les pays latino-amé-

ricains d'envisager de se faire réciproquement la guerre. Un sentiment de plus grande parenté et les liens créés par l'existence d'un « adversaire » commun, peuvent avoir pour conséquence de rendre l'opinion publique hostile à toute entreprise guerrière dans la région.

Toutefois, il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle aucun de ces deux signes favorables ne répond à une réalité. La situation extrêmement tendue existant entre le Pérou, le Chili et la Bolivie (membres du Pacte andin) et la guerre qui a eu lieu en 1968 entre le Salvador et le Honduras (tous deux pays-membres du Marché commun de l'Amérique centrale), montrent combien une intégration économique peu poussée peut se révéler inopérante sur la scène politique, particulièrement à ses débuts.

Les différends régionaux ne sont pas non plus devenus moins aigus, même dans le cas des pays qui, actuellement, sont le plus en conflit avec les États-Unis. Le Venezuela, sous la direction du président Carlos Andrés Pérez (qui est une sorte de bête noire pour la politique des États-Unis), continue en même temps de se disputer âprement avec la Colombie, au sujet du golfe du Venezuela. Le Mexique, dont le président sortant M. Acheverria arrachait des plumes à l'aigle des États-Unis avec une allégresse évidente, faisait récemment des menaces voilées à l'égard du Guatemala. Le Pérou, tout en entretenant des relations tendues avec Washington, ne se montre pas pressé de résoudre le problème aigu de sa frontière méridionale, non plus que celui de son avance dans la course aux armements dans le Pacifique.

Un fait quelque peu rassurant ressort d'une comparaison entre la situation actuelle et celle de 1955. Comme on peut le voir dans le tableau VI (ci-dessous), l'effectif total des forces armées d'Amérique latine a augmenté d'environ 85 à 90% au cours de ces vingt dernières années. Pendant la même période, la population de l'Amérique latine a plus que doublé. Il y a donc eu, proportionnellement, diminution de l'importance numérique des forces, encore qu'on puisse difficilement l'affirmer, étant donné la difficulté d'établir des chiffres exacts, concernant les forces, pour cette partie du monde. On peut cependant dire, nous semble-t-il, qu'il ne s'est pas produit d'augmentation frappante en faveur des militaires.

CONCLUSION

Nous pensons que le danger de guerre entre deux pays latino-américains ou plus augmente. Cette situation est causée par la possibilité accrue qu'ont ces pays de déclencher la guerre, de la poursuivre efficacement et relativement longtemps. Cette capacité est liée aux progrès survenus dans les forces armées et à la diminution des contraintes politiques et militaires qui limitaient la possibilité pour les dirigeants d'avoir recours à un conflit armé pour résoudre les différends qui les opposaient à leurs voisins.

TABLEAU VI

*Effectif total comparé des forces armées latino-américaines, 1955 et 1975 **

	Effectif 1955	Effectif 1975	Augmentation ou diminution +/-
Argentine	131 500	133 500	+ 2 000
Bolivie	12 000	27 000	+ 15 000
Brésil	107 200	254 500	+147 300
Chili	41 500	73 800	+ 32 000
Colombie	16 700	64 300	+ 47 600
Cuba	23 400	117 000	+ 93 600
République dominicaine	18 500	15 800	- 2 700
Équateur	19 800	22 300	+ 2 500
Salvador	6 900	5 130	- 1 770
Guatemala	3 400	11 400	+ 8 000
Haïti	4 900	6 550	+ 1 650
Honduras	3 700	11 200	+ 7 500
Mexique	47 800	82 500	+ 34 700
Nicaragua	10 000	7 100	- 2 900
Paraguay	3 500	14 500	+ 11 000
Pérou	37 500	56 000	+ 18 500
Uruguay	6 450	22 000	+ 15 550
Venezuela	17 250	44 000	+ 26 750
TOTAUX	517 000	968 580	+451 580

* D'après les données fournies dans l'ouvrage d'Edwin LIEUWEN, *Arms and Politics in Latin America*, et dans *The Military Balance, 1975-76*, International Institute for Strategic Studies.

Nous mettons nos lecteurs en garde au sujet du peu de validité, dans l'ensemble, des statistiques militaires latino-américaines, particulièrement lorsqu'il s'agit de questions délicates comme les effectifs des forces armées. Cependant, les sources d'information et la validité des renseignements s'améliorent.

Plusieurs des facteurs qui contribuent à ces changements vont s'accroître. Si l'on veut écarter le spectre de l'augmentation du danger de guerre et celui de la course pour la mise au point d'armes nucléaires, il est absolument nécessaire que l'on trouve de nouveaux moyens capables d'empêcher les différends entre pays latino-américains de dégénérer en conflits armés.

BIBLIOGRAPHIE

1. *Sources principales*

- Canada, Industrie et Commerce, Rapports économiques sur les pays, « *Colombie* ».
- Canada, Industrie et Commerce, Rapports économiques sur les pays, « *Venezuela* ».
- GUGLIAMELLI, Juan E., « Y si Brasil fabrica la bomba atómica ? », *Estrategia*, nos 34-35, mai-août, 1975, pp. 5-21.
- International Defence Review*, « New Peruvian Military Equipment », vol. VIII, n° 5, octobre 1975.
- International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1970-1971*.
- International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1974-1975*.
- International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1975-1976*.
- Latin American Newsletters, Ltd., « Peru and Chile : Military Meeting », *Latin America*, vol. IX, n° 42, 24 octobre 1975.
- New York Times*, « National Wealth and Its Effects », 28 septembre 1975.

2. *Autres sources*

- BENAVIDES Correa, Alfonso, *Habra guerra próximamente en el cono sur ?* México, Siglo veintiuno editores, 1974, p. 170.
- EINAUDI, Luigi, « Transferencia de armas a América latina : Hacia una política de mutuo respeto », *Estrategia*, n° 28, mai-juin 1974, pp. 66-80.
- GUGLIAMELLI, Juan E., « Argentina-Brasil : Enfrentamiento o alianza para la liberación », *Estrategia*, n° 36, septembre-octobre 1975, pp. 1-29.
- RATTENBACH, Augusto Benjamin, « Estados Unidos y la venta de armas a América latina », *Estrategia*, n° 28, mai-juin 1974, pp. 81-90.
- SENGHAAS, Dieter, *Armamento y militarismo*, México, Siglo veintiuno editores, 1974, p. 315.
- VENERONI, Horacio L., *Estados Unidos y las fuerzas armadas de América latina*, Buenos Aires, 1973, p. 211.

(Traduit de l'anglais)